



**PRÉFÈTE DU CHER**

**Direction départementale des  
Territoires**

6 Place de la Pyrotechnie  
18019 BOURGES CEDEX  
Téléphone : 02 34 34 61 00  
Télécopie : 02 34 34 63 04

**ARRETE n° 2015-3-0059**

**Portant reconnaissance du franchissement des seuils d'alerte  
et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau  
sur le territoire du département du Cher**

La préfète du Cher,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-10, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles L 571-1 à L 571-8 relatifs aux bruits, les articles R 211-1 à R 211-9, R 211-66 à R 211-70 relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2009,

Vu l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

Vu l'arrêté n° 2015-1-0611 du 23 juin 2015 accordant délégation de signature à M. Benoît DUFUMIER, Directeur Départemental des Territoires.,

Vu l'arrêté n° 2015-16 du 9 avril 2015 accordant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires du Cher,

Vu l'arrêté n°2015-1607-DDT028 du 16 juillet 2015 de M. le Préfet de l'Indre portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte sur l'Arnon, la Claise, le Fouzon et l'Anglin aval, d'alerte renforcée sur l'Indre amont, la Gartempe et l'Anglin amont, du seuil de crise sur la Ringoire (gestion volumétrique et hors gestion volumétrique), la Trégonce (hors gestion volumétrique) et la Bouzanne rendant applicables les mesures de limitation et de suspension provisoires des prélèvements d'eau,

Vu l'avis de la cellule départementale de l'eau du 9 juillet 2015,

Considérant que le débit de l'Arnon amont est inférieur au seuil d'alerte, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Considérant que le débit de l'Aubois est inférieur au seuil d'alerte, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Considérant que le débit du Cher est inférieur au seuil d'alerte renforcée, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Considérant que le débit de L'Indre amont est inférieur au seuil d'alerte renforcée, et poursuit sa baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

Considérant les prévisions météorologiques de Météo France n'indiquant pas de précipitations à venir,

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

## **A R R E T E :**

### **Article 1<sup>er</sup> -ABROGATION**

L'arrêté préfectoral n° 2015-3-0058 du 11 juillet 2015 portant reconnaissance du franchissement des seuils d'alerte et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher est abrogé.

### **Article 2 - CONSTAT DE FRANCHISSEMENT DES DÉBITS-SEUILS**

Il est constaté, pour les bassins versants des rivières ci-dessous, le franchissement du seuil de débit traduisant une situation d'alerte :

|  |
|--|
| <p><b>SITUATION D'ALERTE</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bassin de l'Arnon amont,</li><li>- le bassin de l'Aubois</li></ul> <p><b>SITUATION D'ALERTE RENFORCEE</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bassin du Cher,</li><li>- le bassin de l'Indre,</li></ul> |
|--|

Cette situation nécessite la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l'eau, telles que définies dans les articles suivants.

Les limites des bassins sont reportées en annexe 1.

La liste des communes concernées est reportée en annexe 2.

### **Article 3 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE**

Les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 5 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- Les usagers de l'eau à des fins industrielles (hors ICPE) ou d'alimentation en eau potable informent le service de Police de l'eau de leurs besoins réels et prioritaires et de leurs ressources

alternatives éventuelles pour une période d'un mois à partir de la publication de l'arrêté. Ces informations sont adressées avec une périodicité de un mois.

- Les préleveurs tiennent à jour un registre de suivi hebdomadaire des installations de prélèvement sur lequel sont indiqués les index hebdomadaires des compteurs : il doit être tenu à disposition des agents de contrôle.

- Les exploitants de systèmes d'assainissement de plus de 2000 équivalents habitants, fournissent au service police de l'eau les volumes journaliers collectés et traités et les résultats de l'autocontrôle et de l'auto-surveillance des quinze jours précédant la publication de l'arrêté, ils l'informent des optimisations possibles du traitement.

- Certains prélèvements pour usage domestique sont interdits : remplissage des piscines privées (hors piscines en construction), remplissage des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs.

- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs est interdit de 10 heures à 20 heures dans les communes concernées. Les terrains de golfs tiennent un registre de leurs prélèvements, rempli hebdomadairement.

- le lavage des véhicules est dans les communes concernées de 12 heures à 17 heures, hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, et à l'exception des véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et pour les organismes liés à la sécurité publique.

- Le remplissage des plans d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit :

- . pour les plans d'eau établis par barrage, l'intégralité du débit entrant devra être restitué à l'aval du barrage,
- . pour les plans d'eau en dérivation de cours d'eau, la prise d'eau devra être fermée.

Cette disposition ne s'applique pas aux plans d'eau soumis au respect d'un débit réservé par un règlement ou un arrêté préfectoral.

- Toute manœuvre de vanne visant à soustraire de l'eau au cours d'eau est interdite. En particulier, il est interdit à tout propriétaire ou utilisateur d'ouvrage de régulation ou de stockage situé sur un cours d'eau ou en dérivation de celui-ci, de modifier par des manœuvres les niveaux dans les biefs et de provoquer des variations de débit à l'aval. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 20% et font l'objet d'un suivi renforcé. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 10%.

- Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau.

#### **Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE RENFORCÉE**

En complément des mesures mises en place au déclenchement du plan d'alerte, les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de type A tels que définis à l'article 5 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.

- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de type B tels que définis à l'article 6 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.

- Les exploitants d'ICPE mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte renforcée prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.

- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs (à l'exception des « greens et départs ») est interdit dans les communes concernées.

-le lavage des véhicules est interdit dans les communes concernées de 10 heures à 20 heures, hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, et à l'exception des véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et pour les organismes liés à la sécurité publique.

- le lavage des voies et trottoirs est interdit, en dehors de la nécessité de la salubrité publique.

- Les exploitants des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 équivalents habitants optimisent la qualité des rejets dans les eaux superficielles suivant les possibilités dont ils informent le service de Police de l'eau. Ils rendent compte à l'administration des actions engagées. A défaut d'amélioration possible de la qualité du rejet, l'exploitant en fournit les raisons à l'administration.

- La vidange des plans d'eau, de retenues, de biefs est interdite.

- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 60%.

- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 20%.

## **Article 5 - PRÉLEVEMENTS CONCERNÉS**

Compte tenu de la relation étroite entre la nappe des calcaires du Jurassique et les cours d'eau qui les surplombent,

- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de type A, les prélèvements dans la nappe alluviale des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe)
- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de type B, les prélèvements dans la nappe des calcaires du Jurassique dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au type A.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : aux prélèvements dans les cours d'eau et aux prélèvements souterrains de type A et B des zones d'alerte, même dispensés d'autorisation ou de déclaration ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines, ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliquent pas :

- à l'irrigation à partir des réserves alimentées exclusivement par remplissage en période de hautes eaux avant le 1er avril, ou par ruissellement ;
- aux prélèvements d'irrigation faisant l'objet d'une autorisation dans le cadre du protocole de gestion volumétrique du bassin Yèvre-Auron ;
- aux prélèvements d'irrigation souterrains autres que ceux définis ci-dessus.

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et des prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

## **Article 6 - TOURS D'EAU**

Les exploitants dont la liste est dressée en annexe 3 ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté mais s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la direction départementale des Territoires du Cher.

## **Article 7 - DÉROGATIONS**

Des dérogations aux dispositions des articles 2, 3, et 4, pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

En particulier, les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation quant aux restrictions appliquées à l'irrigation dans le plan de crise (interdiction totale) :

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées, | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières,         |
| <input type="checkbox"/> cultures florales,                 | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche,       |
| <input type="checkbox"/> pépinières,                        | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac,           |
|   | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche. |

Cette dérogation pourra concerner l'ensemble des restrictions (dès le plan d'alerte) pour les exploitations qui irriguent exclusivement les cultures appartenant à la liste précédente.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande peut être formulée dès le début de la campagne, à partir du formulaire disponible sur le site Internet de la Préfecture du Cher (<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>).

## **Article 8 - POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police des eaux ainsi que les services de gendarmerie et de police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisés les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par l'article L2156-4 du code de l'environnement.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Est passible de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe (1500 € au plus pour une personne physique et 7500 € au plus pour une personne morale), en application de l'article R.216-9 du code de l'environnement, quiconque ne respectera pas les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral.

Indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant ou le propriétaire de l'installation concernée de satisfaire, dans un délai déterminé, aux

dispositions de l'arrêté non respectées. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose le contrevenant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L216-10 du code de l'Environnement

### **Article 9 - DURÉE DE VALIDITÉ**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter du samedi 18 juillet zéro heure, et cesseront d'office au 31 octobre 2015. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

### **Article 10 - AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera affiché sans délai dans chaque mairie des communes concernées en un lieu facilement accessible au public. Les maires des communes concernées dresseront procès verbal de l'accomplissement de cette formalité et l'adresseront à la direction départementale des Territoires du Cher. Il peut également être consulté sur le site Internet de la Préfecture du Cher à l'adresse suivante : <http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>

### **Article 11- EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des Territoires du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les sous-préfets de Vierzon et de Saint-Amand-Montrond, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur des polices urbaines, les maires des communes concernées, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, et les agents visés à l'article L216-3 du code de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 17 juillet 2015

La préfète  
Pour la préfète par délégation,  
le chef du service Environnement et risques , par  
intérim,

**SIGNÉ**

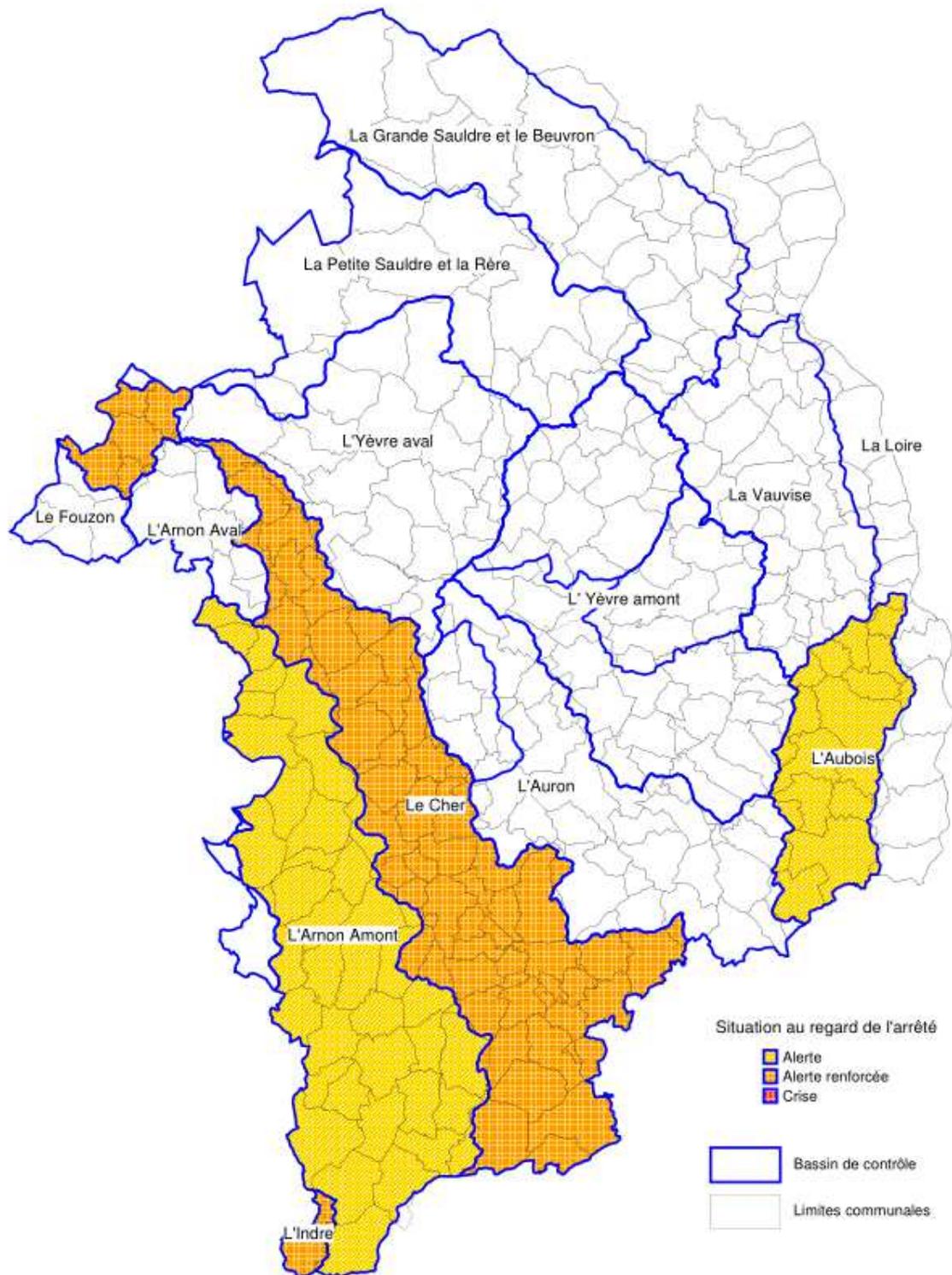
Thérèse DAZIN

#### **Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R421-2 du code de justice administrative :

- Un recours gracieux , adressé à Madame la préfète du Cher
- Un recours hiérarchique, adressé au ministre concerné
- Un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif d'Orléans

## Annexe 1 : Bassins hydrographiques concernés par des mesures de limitation des usages de l'eau



**ANNEXE 2 :**  
**Liste des communes concernées par les mesures de restriction**

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d’alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s’appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, **à l’exception des usages domestiques et les prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d’eau potable.** Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d’alerte le plus fort touchant la commune.

**Mesures d'alerte**

**Bassin de l'Arnon Amont**

|                      |                   |                             |
|----------------------|-------------------|-----------------------------|
| ARCOMPS              | LE CHATELET       | SAINT-BAUDEL                |
| ARDENAI              | LIGNIERES         | SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY |
| BEDDES               | LOYE-SUR-ARNON    | SAINT-FLORENT-SUR-CHER      |
| CHAMBON              | LUNERY            | SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES  |
| CHAROST              | MAISONNAIS        | SAINT-JEANVRIN              |
| CHATEAUMEILLANT      | MARCAIS           | SAINT-MAUR                  |
| CHEZAL-BENOIT        | MAREUIL-SUR-ARNON | SAINT-PIERRE-LES-BOIS       |
| CIVRAY               | MONTLOUIS         | SAINT-PRIEST-LA-MARCHE      |
| CORQUOY              | MORLAC            | SAINT-SATURNIN              |
| CULAN                | ORCENAI           | SAINT-SYMPHORIEN            |
| EPINEUIL-LE-FLEURIEL | PLOU              | SAUGY                       |
| FAVERDINES           | POISIEUX          | SAULZAI                     |
| IDS-SAINT-ROCH       | PREVERANGES       | SIDIAILLES                  |
| INEUIL               | PRIMELLES         | TOUCHAY                     |
| LA CELLE-CONDE       | REIGNY            | VENESMES                    |
| LAPAN                | REZAY             | VEDDUN                      |
| LAZENAY              | SAINT-AMBROIX     | VILLECELIN                  |

**Bassin de l'Aubois**

|                     |                         |                           |
|---------------------|-------------------------|---------------------------|
| APREMONT-SUR-ALLIER | IGNOL                   | OUROUER-LES-BOURDELINS    |
| AUGY-SUR-AUBOIS     | JOUET-SUR-L'AUBOIS      | SAGONNE                   |
| CHASSY              | LA CHAPELLE-HUGON       | SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS   |
| COURS-LES-BARRES    | LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS | SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY |
| CROISY              | LE CHAUTAY              | SANCOINS                  |
| CUFFY               | MARSEILLES-LES-AUBIGNY  | TENDRON                   |
| GERMIGNY-L'EXEMPT   | MENETOU-COUTURE         | TORTERON                  |
| GIVARDON            | MORNAY-SUR-ALLIER       | VEREAUX                   |
| GROSSOUVRE          | NERONDES                |                           |

**Mesures d'alerte renforcée**

**Bassin du Cher**

|                |                         |                             |
|----------------|-------------------------|-----------------------------|
| AINAY-LE-VIEIL | LA CELLE                | QUINCY                      |
| ARCAY          | LA CHAPELLE-SAINT-URSIN | SAINT-AMAND-MONTROND        |
| ARCOMPS        | LA GROUTTE              | SAINT-CAPRAIS               |
| ARPHEUILLES    | LA PERCHE               | SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY |
| BOURGES        | LAPAN                   | SAINTE-LUNAISE              |
| BOUZAI         | LAZENAY                 | SAINTE-THORETTE             |

|                      |                  |                            |
|----------------------|------------------|----------------------------|
| BRINAY               | LE SUBDRAY       | SAINTE-FLORENCE-SUR-CHER   |
| BRUERE-ALLICHAMPS    | LEVET            | SAINTE-GEORGES-DE-POISIEUX |
| CERBOIS              | LIMEUX           | SAINTE-GEORGES-SUR-LA-PREE |
| CHAMBON              | LOYE-SUR-ARNON   | SAINTE-GERMAIN-DES-BOIS    |
| CHARENTON-DU-CHER    | LUNERY           | SAINTE-HILAIRE-DE-COURT    |
| CHAROST              | LURY-SUR-ARNON   | SAINTE-LOUP-DES-CHAUMES    |
| CHATEAUNEUF-SUR-CHER | MARCAIS          | SAINTE-PIERRE-LES-ETIEUX   |
| CHAVANNES            | MARMAGNE         | SAINTE-SYMPHORIEN          |
| CIVRAY               | MASSAY           | SAINTE-VITTE               |
| COLOMBIERS           | MEHUN-SUR-YEVRE  | SAULZAIS-LE-POTIER         |
| CORQUOY              | MEILLANT         | SERRUELLES                 |
| COUST                | MEREAU           | THENIOUX                   |
| CREZANCAI-SUR-CHER   | MERY-SUR-CHER    | TROUY                      |
| DAMPIERRE-EN-GRACAY  | MORLAC           | UZAY-LE-VENON              |
| DREVANT              | MORTHOMIERS      | VALLENAY                   |
| EPINEUIL-LE-FLEURIEL | NOHANT-EN-GRACAY | VENESMES                   |
| FARGES-ALLICHAMPS    | NOZIERES         | VERNAIS                    |
| FAVERDINES           | ORCENAI          | VEDDUN                     |
| FOECY                | ORVAL            | VIERZON                    |
| GENOUILLY            | PLOU             | VILLENEUVE-SUR-CHER        |
| INEUIL               | PREUILLY         |                            |
| LA CELETTE           | PRIMELLES        |                            |

**Bassin de l'Indre**

|             |                         |                 |
|-------------|-------------------------|-----------------|
| PREVERANGES | SAINTE-PIERRE-LA-MARCHE | SAINTE-SATURNIN |
|-------------|-------------------------|-----------------|

### ANNEXE 3 : TOURS D'EAU VALIDÉS

**Journées sans pompage (du matin 8 heures au lendemain matin 8 heures)  
pour les exploitations agricoles concernées par une organisation collective en tours d'eau :**

#### **BASSIN DE L'ARNON AMONT**

Validation 2015

|                 | <i>Alerte</i>    |
|-----------------|------------------|
| <i>Lundi</i>    |                  |
| <i>Mardi</i>    |                  |
| <i>Mercredi</i> |                  |
| <i>Jeudi</i>    |                  |
| <i>Vendredi</i> |                  |
| <i>Samedi</i>   |                  |
| <i>Dimanche</i> | EARL de Beauvoir |

#### **BASSIN DU CHER**

Validation 2015

|                 | <i>Alerte simple</i>                       | <i>Alerte renforcée</i>   |
|-----------------|--|---|
| <i>Lundi</i>    | M. LEDEVEDEC                               | M. LEDEVEDEC<br>SCEA de MANGOU  |
| <i>Mardi</i>    | SCEA MULLER                                | SCEA MULLER<br>SCEA BOUCHE  |
| <i>Mercredi</i> | SCEA DE ST ETIENNE<br>(A)                  | SCEA DE ST<br>ETIENNE(A)<br>SCEA DE ST<br>ETIENNE(B)  |
| <i>Jeudi</i>    |  | EARL TERRIER<br>SCEA DE ST<br>ETIENNE(A)  |
| <i>Vendredi</i> | EARL TERRIER<br>SCEA de MANGOU             | EARL TERRIER<br>M. LEDEVEDEC<br>SCEA MULLER<br>SCEA de MANGOU                                 |
| <i>Samedi</i>   | EARL CHAMPROY                              | EARL CHAMPROY<br>SCEA DE LA VERGNE<br>SCEA des Grands Ormes                                   |
| <i>Dimanche</i> | SCEA des Grands Ormes<br>SCEA DE LA VERGNE | EARL CHAMPROY<br>SCEA DE LA VERGNE<br>GOYER Samuel<br>EARL du TONKIN<br>SCEA des Grands Ormes |